

L'INSAISSABLE ELARGISSEMENT DE L'EUROPE DE MAASTRICHT

par Michel Pinton

Un Anniversaire oublié

En 1989, un des événements les plus extraordinaires de l'histoire universelle frappait l'humanité entière de stupeur et de joie : le mur de Berlin s'effondrait. De ses briques et ferrailles aussitôt déblayées, un monde nouveau surgissait. Deux gigantesques coalitions armées perdaient leur raison d'être. Trente Etats étaient débarrassés d'un écrasant fardeau de dépenses militaires. Vingt peuples emmurés dans leur prison retrouvaient la liberté. Des centaines de millions d'hommes et de femmes renouaient des contacts rompus au temps de leurs grands-parents. Les deux moitiés de notre continent, séparées depuis un demi-siècle par un horrible rideau de fer, se ressoudaient. L'Europe débarrassée du cauchemar d'une effrayante guerre intestine, recommençait à respirer avec ses deux poumons, celui de l'Est et celui de l'Ouest. Elle cessait d'être une terre déchirée et humiliée, pour redevenir ce à quoi l'Histoire l'a destinée : le foyer d'une culture exceptionnelle, équilibre instable de diversités inévitables se retrouvant dans une unité nécessaire, lumière universelle dont l'éclat est proportionnel à la chaleur des échanges entre les peuples qui la composent.

Quel bonheur il y avait à être Européen cette année-là ! Notre avenir était riche d'inépuisables promesses. Nous n'avions même pas de dette politique ou morale à rembourser : la révolution qui avait balayé la moitié du continent, n'avait fait aucune victime et n'avait rien coûté à personne. Quelle autre subversion de l'ordre social européen, depuis deux siècles, pouvait se hisser à pareille hauteur ? Jamais, depuis 1789, nos perspectives n'avaient été aussi brillantes.

On pouvait imaginer, en ces jours-là, qu'un événement aussi grandiose et aussi étonnant serait commémoré, année après année, siècle après siècle, par l'Europe entière. Or, dix ans plus tard, nos gouvernements et nos médias n'ont célébré que l'arrivée de l'an 2000. Aucune manifestation publique n'a salué, nulle part, l'anniversaire de l'Europe ressuscitée. Il y a bien eu une cérémonie à Berlin : mais c'est à l'unité allemande qu'elle était consacrée et, en plus d'un Allemand et d'un Russe, c'est un Américain qui la présidait. L'Europe n'y était pas conviée.

Il est des silences dont le sens doit être déchiffré. Est-ce que la révolution de 1989 n'intéressait après tout que des peuples lointains et arriérés ? N'avons-nous aucune leçon à tirer de ce que nous a coûté un siècle de déchirements européens ? Nous qui ne cessons de parler des droits de la personne humaine et de la nécessaire solidarité entre les peuples, pourquoi sommes-nous insensibles à leur plus éclatante victoire, une victoire remportée sur notre propre sol qui plus est ?

Pareille contradiction entre les discours et les actes laisse perplexe. Peut-être faut-il en tirer une conclusion, triste mais simple : si les anniversaires de l'Europe nous intéressent si peu, c'est qu'elle n'existe pas. Voilà ce qu'affirmait il y a cent ans le Chancelier Bismarck, pour qui elle n'était qu'une expression géographique. Les vrais Européens sont peut-être encore moins nombreux, encore plus démunis qu'ils l'ont été au siècle passé. Pour les autres, l'Europe n'est qu'un thème commode de discours, en aucun cas une réalité. Est-ce pour cela que l'on n'a pas commémoré 1989 ? Alors il faut admettre que les institutions et les traités qui lient divers Etats européens sont des compromis entre des égoïsmes bien compris et rien d'autre. Ils disparaîtront lorsqu'ils gêneront. Ce qui veut dire que notre continent n'a pas d'autre avenir que l'attente angoissée d'un nouveau heurt entre ces égoïsmes rivaux.

Triste perspective ! Mais n'est-ce pas ce que pensent certains politiciens bien de chez nous, encore si méfiants envers des peuples européens frères qu'ils font appel contre eux à une protection venue du continent américain ? Il est sûr que ceux-là ne croient pas en l'Europe, même s'ils ne cessent de l'invoquer.

Trois leçons de sagesse pour l'Europe

Mais aussi ils ignorent les avertissements de l'Histoire, ce qui rend leurs calculs douteux et leurs actions périlleuses. Ce n'est pas pour rien que depuis deux mille ans, l'Europe nous donne, siècle après siècle, quelques leçons de sagesse politique et morale et nous montre à quels dangers s'exposent les peuples qui s'en écartent.

La première des leçons, c'est que l'Europe - la vraie, celle qui va jusqu'à l'Oural - est **un tout**. Il est impossible d'en isoler une partie. Tous les chefs politiques qui ont limité leur ambition à l'organisation exclusive d'un morceau d'Europe ont échoué, même les plus grands. L'Empire romain a voulu mettre sa frontière sur le Rhin et il en est mort ; ni l'Empire soviétique, ni l'Empire ottoman, ni l'Empire de Charlemagne n'ont pu tenir : l'apparente adhésion des populations réunies sous leur pouvoir fédérateur n'a pas résisté aux chocs venus du reste de l'Europe. Il faut à notre continent un ordre qui l'embrasse tout entier. L'alternative, c'est la confusion générale et les conflits. Comme chaque siècle depuis deux mille ans et peut-être plus encore, l'Europe d'aujourd'hui, aspire secrètement à un ordre général qui fondera sa paix - son concert, comme on disait jadis -

et ce ne peut-être une organisation américaine, obéissant à d'autres intérêts que les siens et qui la divise.

La seconde leçon, c'est que l'unité européenne a pour piliers les coopérations librement consenties par ses peuples. Vouloir forcer ou simplement esquiver leurs volontés, c'est vouer tout projet unitaire à l'échec. Ni César dans l'antiquité, ni Napoléon ou Hitler dans les temps modernes, n'ont pu durablement contraindre les nationalités qu'ils avaient cru soumettre. Même "l'Union européenne" qui couvre la moitié ouest de notre continent est guettée par ce danger, elle qui évite craintivement les approbations populaires.

La troisième leçon, c'est que l'unité européenne n'est jamais spontanée ni facile. Elle est un effort de volontés. Les dirigeants de chaque peuple sont appelés à cet effort. S'ils s'y refusent par aveuglement ou s'y dérobent par paresse, l'unité devient impossible et le désordre menace. L'Allemagne des Hohenstaufen, de Luther et de Hitler en a été l'illustration répétée. Mais par une mystérieuse exigence historique, la responsabilité de cet effort tombe plus lourdement sur les chefs de certains peuples : au premier rang de ceux là, se trouvent les hommes qui ont la charge de la France.

En écrivant cela, je ne manifeste aucun chauvinisme étroit ni aucun orgueil déplacé. Je n'y peux rien si l'histoire européenne montre avec constance, depuis deux mille ans, que la France a une mission irremplaçable de fille aînée auprès de sa mère l'Europe. C'est à elle qu'est presque toujours revenu de proposer aux autres les principes d'un ordre européen solide et d'en donner l'exemple. Et c'est de ses fautes, de ses lâchetés et de ses effacements que sont nés les pires déchirements de notre continent. Malraux a écrit que la France n'est grande que pour les autres. C'est vrai d'abord pour les autres nations européennes.

C'est pourquoi il n'est pas injustifié de rechercher dans ce que furent les intentions et les actions de la France en 1989 les raisons de la situation actuelle sur notre continent.

Les deux politiques de la France

Lorsqu'au début de cette année-là, la pesante organisation européenne imposée par le partage de Yalta commença de craquer, ceux qui avaient la charge de notre pays ne comprirent pas ce qui se préparait. Le Président de la République était un homme âgé, mal à l'aise dans les grandes perspectives historiques et timide pour la France. Les mémoires de l'époque nous montrent un chef surpris par les événements, de plus en plus dérouté à mesure que leur rythme s'accélérait et cherchant à s'en protéger plus qu'à les conduire. Il reste à son honneur d'avoir exploré toutes les pistes, même si ce fut de façon furtive et hésitante, et si en définitive il se laissa aller sur la voie de la facilité.

Deux politiques et deux seulement étaient offertes à la France. L'une était héritée de Charles de Gaulle, l'autre de Jean Monnet. Entre les deux, François Mitterrand était sommé de choisir. Suivre la voie ouverte par de Gaulle, c'était prendre immédiatement l'Europe dans son ensemble. La disparition du Pacte de Varsovie avait pour contrepartie la dissolution de l'OTAN, qui n'avait plus de raison d'être. L'unité allemande devenait une affaire européenne, dont toutes les étapes et les conditions devaient être réglées entre puissances du continent, hors ingérence américaine, et de façon telle que l'Allemagne devint un trait d'union et non plus un sujet de division. La souveraineté des nations était proclamée fondement d'une nouvelle entente européenne ; la France donnait l'exemple des coopérations multiples et étroites dictées par l'histoire, la géographie et l'économie, susceptibles de lier nos nations les unes aux autres. Notre entente avec notre voisin allemand, illustrée par le Traité de l'Elysée, prenait un relief et une signification exemplaires. Notre pays proposait en même temps aux pays riches de l'Ouest qu'ils consacrent une aide commune et généreuse aux peuples frères de l'Est ruinés par un demi-siècle de communisme.

L'autre politique, c'était celle voulue par Jean Monnet et ses successeurs. Elle donnait la priorité au renforcement des institutions supranationales de Bruxelles, dans la volonté avouée d'étouffer toute résurgence nationale, considérée comme le danger suprême. L'OTAN trouvait une nouvelle mission : en gardant les armées européennes sous l'autorité américaine, elle prenait sa part dans le refoulement des souverainetés nationales. L'Ouest de notre continent était conduit sans délai à une intégration de ses intérêts industriels et financiers, telle que la politique de chaque Etat s'en trouvât contrainte à des ambitions aussi modestes que noyées dans des décisions collectives. Quant à l'Est, on commencerait par le laisser à lui-même, au prix de quelques crédits et subventions, en attendant que l'Union européenne fut assez forte et cohérente. Après quoi, on l'accueillerait, pas à pas, nation après nation dans l'ensemble supranational, à condition qu'il accepte sans réserve un *acquis communautaire* fixé loin de lui, à Bruxelles.

La voie gaulliste respectait les leçons qu'offre la longue histoire européenne : elle partait du principe que l'Europe est un tout indissociable ; elle s'appuyait sur la libre volonté de coopération de ses peuples ; elle donnait une responsabilité particulière à la France.

La méthode Monnet rompait au contraire avec cette histoire. Elle estimait que, depuis un demi-siècle, une Europe nouvelle était née ; les leçons du passé n'avaient plus d'importance ni d'intérêt : la souveraineté des nations était un principe dépassé et d'ailleurs dangereux ; quant à la France, c'est en s'effaçant dans une " Union " plus vaste qu'elle serait désormais exemplaire. On pouvait et on devait dessiner de nouveaux ensembles politiques sur le corps de notre continent.

Prendre le contre-pied d'une histoire multiséculaire est un pari risqué. Au pire, c'est une ignorance vaniteuse ; au mieux, c'est une audace qui

doit faire ses preuves.

La “ méthode Monnet ” jugée à ses fruits

Poussé par des conseillers comme Jacques Delors, approuvé par les plus illustres de ses opposants comme Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand finit par choisir la méthode Monnet. Les Traités de Maastricht, de Schengen et d'Amsterdam ont marqué jusqu'à aujourd'hui son cheminement. Dix ans après, ses fruits commencent d'être mûrs. On peut les goûter et juger leur qualité. La politique dite de Jean Monnet a-t-elle été bonne ou mauvaise pour l'Europe ?

Il est clair qu'elle n'a pas restauré l'unité du continent. On peut même dire qu'elle le divise à nouveau. En 1990, Mitterrand, en voyage à Prague, offusquait toutes les chancelleries en laissant entendre que, peut-être, l'entrée de la Tchéquie dans l'Union européenne ne se ferait pas avant l'an 2000. On le jugeait d'un pessimisme presque injurieux. Nous savons aujourd'hui qu'il était d'un optimisme excessif. On parle d'une éventuelle adhésion des premiers ex-Etats du bloc soviétique en 2003 au plus tôt. Pour les autres, ils sont laissés à eux-mêmes pour une durée encore indéterminée. La France a mis tant d'énergie à renforcer les pouvoirs supranationaux des fonctionnaires de Bruxelles, elle a consacré tant d'efforts à donner le jour à l'euro, qu'elle a négligé ses liens avec l'autre moitié de l'Europe. Les Allemands, les Italiens et les Anglais n'ont pas fait mieux, mais ce n'est pas d'eux qu'on attendait une impulsion et un exemple.

La conséquence de cette négligence, tout le monde peut la voir: une fois passée l'ivresse de leur libération, les peuples de l'Est ont été la proie de toutes les maladies du libéralisme débridé: corruption des dirigeants, misère populaire, spéculation effrénée, méfiance vis-à-vis d'une démocratie plus formelle que réelle. Notre incapacité à aider nos frères de l'Est a même eu des conséquences tragiques en Yougoslavie: Etat ruiné en 1990, incapable de trouver les moyens nécessaires à moderniser son économie ou même à payer ses dettes, la Yougoslavie a cherché un salut dans une fuite en avant suicidaire. Ses contradictions ont fini par la déchirer, pour le plus grand malheur de ses populations et, comme la suite l'a montré, pour la honte de l'Europe toute entière.

Si encore notre marche forcée vers une organisation supranationale avait accru la prospérité de l'Ouest de l'Europe, nous pourrions nous consoler par une égoïste satisfaction. Mais ce n'est pas la vérité: l'histoire de la dernière décennie montre le contraire. Les années 1990 à 1997, marquées par les avancées du *marché unique* et de la *monnaie unique*, ont été des années noires pour notre économie: au moment où l'Amérique entrait dans l'ère d'expansion puissante que l'on sait, l'Ouest de l'Europe se contractait, son chômage s'étendait et sa misère progressait. Les trois années suivantes, la France et, dans une moindre mesure, l'Allemagne ont

pu se réjouir d'un modeste rattrapage. Mais nous restons loin derrière la prospérité des Etats Unis.

Prise dans son ensemble, l'Europe a raté les dix premières années de sa réunification. En termes industriels et financiers, elle pèse moins lourd dans le monde qu'avant les grands choix de 1989. Le bilan de la méthode Jean Monnet, dans le domaine même où elle prétendait exceller, celui de l'économie, est pour le moins discutable.

Qu'en est-il dans le domaine politique ? Le Traité de Maastricht avait prescrit une *politique étrangère et de sécurité commune* (PESC) supposée remplacer pour le mieux les vieilles politiques nationales. Dix ans après, elle n'a donné pratiquement aucun résultat. Sa carence a offert à l'OTAN, c'est-à-dire à la puissance américaine, une place éminente que celle-ci s'est empressée d'occuper.

Avant même que la PESC existât, les Européens avaient pu constater, sur une question fondamentale pour eux, que l'OTAN donnait à l'Amérique le moyen de faire passer ses intérêts avant les leurs. C'était en 1990. Le Chancelier Kohl, agissant non pas en homme d'Etat soucieux de l'intérêt supérieur de l'Europe, décidait l'absorption immédiate et inconditionnelle des anciennes provinces de Saxe et de Mecklembourg dans la République Fédérale Allemande. Son projet menaçait l'équilibre économique et politique de tout le continent. Tous les Etats européens sans exception, de l'Angleterre à la Russie, exprimèrent leurs craintes et leurs réprobations. Kohl eut été contraint à plus de sagesse s'il n'avait reçu l'appui de la puissance américaine. On voyait bien à Washington l'avantage d'étendre le champ de l'OTAN jusqu'à l'Elbe tout de suite et au-delà plus tard. Il ne fallait pas laisser passer cette chance d'agrandir le protectorat américain. Fermement soutenu par Bush, Kohl l'emporta sur le reste de l'Europe qui paya cher, France en tête, la réunification allemande.

Quelques années plus tard, l'incapacité politique avérée de l'Union européenne, PESC ou pas, contraignait à nouveau la France et ses partenaires à solliciter la force armée des Etats-Unis ; le désordre yougoslave s'aggravant, l'OTAN ouvrit le feu pour la première fois de son histoire au motif de séparer les combattants. En pratique, l'Europe hérita de deux nouveaux Etats à peu près non viables, la Bosnie musulmane et le Kosovo, clients de Washington et pions sur son échiquier méditerranéen. Elle n'y a rien gagné, sauf, hélas, une division renouvelée avec la Russie, son inséparable extrémité orientale. Cette division n'a que des désavantages : elle n'est même plus de nature à renforcer la cohésion de l'Union européenne, contrairement aux espoirs secrets et naïfs de ceux qui pensent qu'un *danger russe* est un ferment utile à l'unité des autres européens.

Au total, dix ans de pratique ont été sévères pour la méthode Monnet. Loin d'avoir uni l'Europe, elle a conduit au renouvellement de sa division, aussi bien sur le plan économique que politique. Certes, elle ne l'a pas expressément voulu. Mais une politique se juge sur ses résultats, c'est-à-

dire sur ses conséquences réelles, même si elles sont indirectes. *L'élargissement* de l'Union européenne devait suivre tout naturellement son *approfondissement*. En fait, l'approfondissement a conduit à des performances économiques très médiocres et à une unité politique (la PESC) évanescence. Quant à l'élargissement promis, il se perd toujours davantage dans un avenir brumeux. Les gigantesques problèmes agricoles, industriels et surtout financiers que pose l'entrée de vingt, dix ou seulement trois Etats nouveaux dans une communauté déjà noyée dans ses complexités technocratiques font tellement frémir que personne n'ose les aborder. On donne le change en feignant de croire que le plus urgent et le plus important, est une question byzantine : la pondération des votes au Conseil des ministres.

Pauvre bilan : on peut dire, huit ans après sa mise en œuvre, que le Traité de Maastricht n'a donné des résultats brillants sur aucun plan.

Et l'Europe gaullienne ?

La voie gaullienne eut-elle mieux réussi ? Il est évidemment impossible d'apporter la moindre preuve d'un oui ou d'un non. On voit quels dangers elle aurait évités : pas de cette unité allemande précipitée que la France a payé de sept ans de crise artificielle et toute l'Europe par le détournement des énormes capitaux qui étaient indispensables à son unité ; pas d'extension du protectorat américain vers l'Est, extension qui divise à nouveau l'Europe et paralyse la nécessaire coopération de ses Etats ; peut-être pas de la funeste guerre yougoslave que l'entente entre l'Allemagne, la France et la Russie pouvait éviter ; pas de fossé économique et financier séparant un Est dépourvu de tout et un Ouest dépensant sans compter pour construire une monnaie unique et un marché unique.

Une autre Europe, en vérité ; elle n'aurait pas tourné le dos à sa bimillénaire sagesse qui, malgré les affirmations de fédéralistes européens, semble garder toute sa fraîcheur. Peut-être n'est-il pas trop tard pour revenir à elle ; pour notre bien, à nous Européens, et surtout à nous Français, essayons de l'écouter.

Michel Piton est ancien député européen, chef d'entreprise et maire de Felletin.

La crise de la conscience européenne

“ Si personne n’est d’accord sur les solutions ; pour une fois, tout le monde ou presque est d’accord sur le diagnostic : la paralysie simultanée des Etats nations et du système communautaire qui caractérise la situation actuelle est la pire des choses.

Reste qu’on ne saurait réduire le problème européen à un simple problème d’efficacité. La crise européenne - car il y a bien une crise européenne - qui est une crise des nations et une crise des institutions communautaires, n’est pas qu’une crise technique. Ce n’est pas seulement la mécanique des moyens qui est enrayée, c’est la pensée qui fait défaut. On ne comprend rien si on ne voit pas en toile de fond, derrière les dysfonctionnements institutionnels, la crise actuelle de la conscience européenne, ou si l’on veut, cette espèce de crise larvée de la civilisation européenne à l’heure de la mondialisation et de l’américanisation que la construction européenne telle qu’elle se fait contribue à aggraver plutôt qu’à atténuer. Et comment le pourrait-elle puisque précisément la méthode suivie depuis un demi-siècle a consisté à occulter systématiquement la question des fins ?

(...) La réponse à l’interrogation intellectuelle et morale de l’Europe n’est pas dans le choix entre l’Europe libérale et l’Europe sociale démocrate. En vérité, que nous le voulions ou non les uns les autres, au point où nous en sommes, nous ne pouvons plus échapper à la question des institutions, pas seulement parce que l’Europe doit être efficace, mais d’abord parce qu’il y a dans le choix institutionnel un problème de civilisation que nous ne pourrions plus éluder. Ce problème, c’est celui de la place du politique et de la responsabilité politique par rapport à tout le reste. Y a-t-il quelque chose au-dessus des marchés, des juges et des experts ? Qui décide ?

(...) Comprendons bien, l’enjeu n’est pas dans la ‘régulation de la mondialisation’, il est dans le choix des valeurs, des normes, des principes, qui servent de critères, il est dans la possibilité même d’une politique de civilisations. Il est dans la possibilité même d’une certaine forme de liberté, d’une certaine forme d’humanisme ou d’humanité, d’une certaine forme de culture et de morale qui donnent sa signification au nom d’Europe qui sont la raison d’être -ou bien il n’y en a aucune - du projet européen. Et le fait est que l’Europe de la Commission, de la Cour de Justice et de la Banque centrale européenne, l’Europe des directives et des règlements, de Maastricht et d’Amsterdam est une Europe sans politique et sans responsabilité politique...”

Henri Guaino
Le Figaro - Juin 2000